

**78^e SÉANCE COMMUNE
DU FORUM POUR LA COOPÉRATION EN MATIÈRE
DE SÉCURITÉ ET DU CONSEIL PERMANENT**

1. Date : mercredi 15 juillet 2020 (Neuer Saal, par vidéoconférence)

Ouverture : 10 h 05

Clôture : 12 h 40

2. Président : Ambassadeur Y. Tsymbaliuk (FCS) (Ukraine)
Ambassadeur I. Hasani (CP) (Albanie)

Avant d'entamer l'ordre du jour, le Président (FCS) a rappelé aux participants les modalités techniques régissant la tenue des séances du Conseil permanent pendant la pandémie de Covid-19 (CIO.GAL/73/20/Rev.1 OSCE+).

Président (PC), Fédération de Russie (annexe 1), Lettonie

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DIALOGUE DE SÉCURITÉ : LES MENACES
HYBRIDES ET LA GUERRE MODERNE

– *Exposé de M. O. Lytvynenko, Directeur de l'Institut national d'études stratégiques, Ukraine*

– *Exposé de M. M. Rühle, Chef de la section chargée des menaces hybrides et de la sécurité énergétique, Division Défis de sécurité émergents, fonctionnaire de l'OTAN recruté sur le plan international*

– *Exposé de M^{me} I. Žukauskienė, Conseillère auprès du Groupe des politiques sur la cybersécurité et les technologies de l'information, Ministère lituanien de la défense nationale*

Président (PC), Président (FCS), M. O. Lytvynenko (FSC-PC.DEL/33/20)
(FSC-PC.DEL/33/20/Add.1), M. M. Rühle, M^{me} I. Žukauskienė, États-Unis

d'Amérique (annexe 2), Allemagne-Union européenne (l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (FSC-PC.DEL/30/20), Canada (annexe 3), Suisse (FSC-PC.DEL/32/20 OSCE+), Royaume-Uni (annexe 4), Géorgie (FSC-PC.DEL/31/20 OSCE+), Slovaquie (FSC-PC.DEL/25/20 OSCE+), Turquie, Slovénie (FSC-PC.DEL/26/20), Ukraine (FSC-PC.DEL/34/20 OSCE+), Lettonie (FSC-PC.DEL/27/20 OSCE+), Azerbaïdjan, Arménie

Motion d'ordre : Fédération de Russie, Président (FCS)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

Réunion du Groupe informel d'amis sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) et les stocks de munitions conventionnelles (SMC), prévue par vidéoconférence le 21 juillet 2020 : Présidente du Groupe informel d'amis sur les ALPC et les SMC (Lettonie)

4. Prochaine séance :

À annoncer



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité
Conseil permanent

FSC-PC.JOUR/65
15 July 2020
Annex 1

FRENCH
Original: RUSSIAN

78^e séance commune du FCS et du CP
Journal n° 65 du FCS et du CP, point 2

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Monsieur le Président,

Permettez-moi de parler très brièvement de l'ordre du jour de notre séance. Nous avons constaté avec grand regret que la question conflictuelle des menaces « hybrides » y a été inscrite, en violation des Règles de procédure de l'OSCE et de ses traditions. Nous estimons que cela est inacceptable. À notre avis, nous devons nous concentrer sur les questions fédératrices et non sur celles qui ne font qu'alimenter les dissensions et cimenter la méfiance mutuelle.

Il est clair que si nous refusons de discuter du programme dit « hybride », c'est parce que nous ne voulons pas participer à des débats stériles. Soyez assuré que nous avons des choses à dire sur ce sujet. L'« Occident collectif » mène depuis de nombreuses années des guerres « hybrides » contre la Russie. Je fais allusion, tout d'abord, aux tentatives de « diaboliser » mon pays dans le domaine de l'information, à l'imposition de restrictions illégales, à l'ingérence scandaleuse dans nos affaires intérieures et à l'exercice d'une pression militaire par le rapprochement des infrastructures de l'OTAN des frontières de la Russie et par la destruction des régimes internationaux de maîtrise des armements.

D'ailleurs, les États-Unis n'hésitent pas à recourir à des mesures « hybrides », même lorsqu'il s'agit de leurs alliés européens, sans parler de la Chine et d'un certain nombre d'autres pays. Et pourtant, personne ne crie au scandale. Nous laissons ces pratiques déloyales à la conscience de leurs organisateurs et en tenons simplement compte dans notre planification politico-militaire.

Chers collègues, nous devons nous poser une autre question. À qui cela profitera-t-il si nos débats débouchent continuellement sur des accusations mutuelles ? Cela nous aidera-t-il à trouver des compromis ?

Peut-être serait-il judicieux d'abandonner la démagogie oisive et la manipulation politique et de revenir à la recherche apaisée de solutions aux problèmes qui se sont accumulés ?

C'est à vous de voir.

Je demande que la présente déclaration soit jointe au journal du jour.

Je vous remercie de votre attention.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité
Conseil permanent

FSC-PC.JOUR/65
15 July 2020
Annex 2

FRENCH
Original: ENGLISH

78^e séance commune du FCS et du CP
Journal n° 65 du FCS et du CP, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Merci, Monsieur le Président.

Merci pour ce débat très constructif et utile. Nous félicitons la Présidence ukrainienne d'avoir accueilli cette séance commune du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) et du Conseil permanent (CP) consacrée à la guerre hybride et remercions nos distingués intervenants dont les exposés de ce matin étaient francs et directs. Je note à quel point cette question est au cœur des débats à l'OSCE. J'ai constaté que mon collègue russe a quitté la séance. Je l'invite à revenir prendre part au dialogue qui débutera maintenant après les exposés des intervenants. Le dialogue est le but du CP et du FCS.

Pour en revenir à notre thème, les activités hybrides figurent parmi les défis les plus immédiats à notre sécurité et à l'intégrité de nos institutions démocratiques et sont exactement les types de défis en matière de sécurité auxquels les États participants font face en temps réel. L'OSCE est indiscutablement un lieu approprié pour débattre de ces défis fondamentaux.

Nous remercions par ailleurs la Présidence espagnole du Dialogue structuré d'avoir animé le mois dernier un groupe de travail informel constructif auquel ont participé des représentants des capitales et qui a comporté une session consacrée à la guerre hybride. De nombreux États participants considèrent les attaques hybrides comme une menace majeure pour leur sécurité et plusieurs d'entre eux ont préconisé d'institutionnaliser les débats sur ce thème à l'OSCE. Du fait de sa nature transdimensionnelle, c'est une enceinte appropriée pour poursuivre ces discussions.

Les méthodes hybrides, par leur nature même, exploitent tous les instruments de la puissance nationale – elles sont utilisées à la fois dans les conflits armés et en dessous du seuil de conflit armé dans une concurrence croissante pour les « zones grises ». Le recours aux tactiques hybrides n'est pas nouveau : l'utilisation de la propagande et de la désinformation est aussi vieille que le conflit lui-même. Nous en avons été les témoins tout au long du XX^e siècle et avant cela. Ce qui est nouveau, c'est son émergence en tant que menace stratégique dans cette « zone grise », un processus amplifié par les progrès techniques auxquels nous avons assisté au XXI^e siècle et qui ont changé la nature de la concurrence stratégique moderne. L'expression « cheval de Troie » a désormais une signification tout à

fait nouvelle. La doctrine militaire évolue pour s'adapter à ce nouvel environnement stratégique dans lequel s'estompe la distinction entre conflit et concurrence : le cyberspace, par exemple, comme cela a été dit, est un nouveau domaine militaire aux côtés de l'aérien, du maritime, du terrestre et de l'espace.

Les actions hybrides peuvent se dérouler sur un champ de bataille cybernétique ou physique, comme dans le cas bien connu de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, un sujet que mon collègue russe se refuse à aborder, où des entreprises militaires privées (dont il a été question précédemment au sein du FCS sous la Présidence ukrainienne), des forces supplétives de la Russie et des « petits hommes verts » ont tenté de dissimuler l'invasion et l'occupation de la Crimée par la Russie, un « cheval de Troie » qui est devenu par la suite assez visible et apparent.

Les attaques hybrides estompent souvent les limites de l'« espace de combat », qui peut dépasser largement la dimension militaire pour englober également les dimensions humaine et économique. Les menaces hybrides peuvent, par exemple, se présenter sous la forme de pressions économiques, un thème relevant de la deuxième dimension de l'OSCE, qui n'est pas souvent traité, mais qui devrait l'être davantage. Les menaces hybrides englobent également les cyberattaques contre des infrastructures essentielles ou des ingérences électorales qui touchent au cœur de nos processus démocratiques, pour ne citer que deux de leurs nombreuses manifestations. Ce que je dirais en substance ici, c'est que les attaques hybrides sont constitutives d'un conflit. Elles constituent une agression. Les peuples de l'espace de l'OSCE ne devraient pas être en conflit les uns avec les autres, mais la guerre hybride est une politique de belligérance. J'ai relevé que notre intervenant de l'OTAN avait quelque peu minimisé cet aspect et déclaré que la guerre hybride était une tactique à laquelle on pouvait faire face. Elle est certes une tactique, mais elle est le reflet d'une stratégie, d'une stratégie d'agression, et c'est ce que nous devons comprendre si nous voulons accomplir des progrès vers la paix dans l'espace de l'OSCE.

Nous avons vu la Russie utiliser des tactiques hybrides à maintes reprises. Ses services de renseignement soutiennent les tentatives de coups d'État et d'assassinats, un assassinat ayant été commis pas plus tard que la semaine dernière dans un rayon de 15 kilomètres de cette salle. Ils paient des responsables politiques corrompus pour agir sur instructions de Moscou, diffusent des informations erronées sur des questions qui influent sur la sécurité et la santé publiques et mènent des campagnes dans le but de tenter d'influencer les résultats d'élections. En octobre 2019, par exemple, la Russie a mené une cyberattaque perturbatrice d'envergure contre la Géorgie, qui a directement touché la population géorgienne, perturbé le fonctionnement de plusieurs milliers de sites Web du Gouvernement géorgien et privés et interrompu la retransmission des programmes d'au moins deux grandes chaînes de télévision. Nous avons demandé à la Russie de cesser de se comporter de la sorte, car c'est une agression.

Les exemples donnés, lors du Dialogue structuré de juin, sur la manière dont certains acteurs, en particulier la Russie et la Chine, ont exploité la pandémie de Covid-19 comme vecteur pour des actions hybrides, en recourant surtout à la désinformation, ont été particulièrement instructifs. Il est absolument inadmissible que quiconque profite de la crise mondiale qui a frappé des millions de personnes et coûté la vie à plus de 500 000 hommes, femmes et enfants pour jeter le doute sur l'efficacité de la gouvernance et des institutions démocratiques et détourner l'attention de son propre comportement agressif et non

démocratique. Vous vous souviendrez sans doute de la suggestion selon laquelle un laboratoire de la République de Géorgie était en fait à l'origine de la pandémie de Covid-19, une allégation que j'ai qualifiée de farfelue lors d'une séance précédente. C'est aussi de la désinformation et elle a un but. C'est une tactique, et elle est le reflet d'une stratégie dont les États participants de l'OSCE devraient s'inquiéter. Comme les États-Unis l'ont fait observer lors de leur intervention dans le cadre du Dialogue structuré, le moment est venu de s'unir dans un effort systématique et déterminé pour relever les défis aux multiples facettes de la pandémie. Nous devons nous unir contre les tentatives d'acteurs mal intentionnés de nous diviser dans ce rétablissement post-Covid.

Certains États participants ont suggéré que les menaces hybrides soient scindées en sous-composantes et traitées par les enceintes correspondantes de l'OSCE, telles que le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, le Comité de sécurité, le FCS et le groupe de travail sur la cybernétique. Si un dialogue supplémentaire sur les activités hybrides dans ces enceintes est certainement souhaitable, il ne saurait remplacer les vastes débats stratégiques que nous avons eus dans le cadre du Dialogue structuré et ceux que nous avons aujourd'hui à la séance commune du FCS et du CP. Ces débats ont également favorisé un dialogue constructif sur la façon dont ces activités influent sur l'environnement général en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE et sur ce que cette communauté devrait faire pour y remédier. Nous devrions continuer d'examiner la nature des actions hybrides et les mesures que l'OSCE et chacun des États participants peuvent prendre en réponse à ces actions ; cela pourrait préparer le terrain à de nouveaux débats. Les acteurs hybrides ne se limitent pas à un seul « champ de bataille » : leurs outils sont présents sur l'ensemble du champ de bataille des idées et des leviers du pouvoir économique et politique.

Plus préoccupant était l'argument d'un État participant, la Russie, que je voudrais évoquer directement, selon lequel la question des menaces hybrides ne devrait tout simplement pas être examinée dans le cadre du Dialogue structuré, ni d'aucune autre enceinte de l'OSCE. Il était difficile de suivre le raisonnement tortueux selon lequel une préoccupation de premier plan en matière de sécurité pour tant d'États participants ne devrait pas être examinée franchement et ouvertement entre nous. C'est précisément la raison pour laquelle l'OSCE a été créée. Nous entendons souvent dire que le dialogue est la raison d'être de l'Organisation. Nous l'avons à nouveau entendu dire aujourd'hui. La guerre hybride se transforme en une guerre cinétique et, si nous n'avons pas de dialogue ou de débat, et que ces tactiques continuent de se généraliser, elle peut se transformer en conflit cinétique avant que les États n'en comprennent les dangers.

Ce débat sur la guerre hybride est une réponse aux actions menées par la Russie contre ses voisins mais, à franchement parler, pas seulement, y compris, dans certains cas, sur le champ de bataille classique, pour nuire aux alliances et partenariats librement choisis par des États, perturber la gouvernance démocratique, attiser l'intolérance sociétale, contester le soutien international pour une société civile indépendante et fomenter l'insécurité militaire.

Boycotter des débats sur les défis qui influent sur la stabilité et la sécurité d'autant d'États participants et, de fait, les principes de l'OSCE les plus fondamentaux et auxquels nous tenons le plus, nuit à la sécurité coopérative, notre objectif commun. Que ce soit à cette séance du FCS et du CP, dans le cadre du Dialogue structuré ou au sein de tout organe de l'OSCE, nous devons être prêts à relever ces défis, à en débattre ouvertement et à mener un dialogue avant qu'il ne soit trop tard.

Nous espérons que tous les États participants se mobiliseront pour relever et mettre en lumière le défi omniprésent des menaces hybrides, ouvertement et dans le souci de rétablir la transparence, la confiance et la stabilité dans l'espace euro-atlantique.

Merci, Monsieur le Président.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité
Conseil permanent

FSC-PC.JOUR/65
15 July 2020
Annex 3

FRENCH
Original: ENGLISH

78^e séance commune du FCS et du CP
Journal n° 65 du FCS et du CP, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier nos estimés intervenants d'aujourd'hui pour leurs exposés instructifs sur le thème de la guerre moderne, notamment sur les aspects particuliers de la guerre hybride. Je tiens également à remercier les Présidences albanaise et ukrainienne d'avoir veillé à ce que ce thème difficile reste une priorité du dialogue au sein du Forum pour la coopération en matière de sécurité. Bien que ce thème soit assez complexe et pose de nombreux défis, il présente un grand intérêt pour la grande majorité des États participants car il a trait à la perception des menaces. Nous encourageons vivement les futures présidences à veiller à ce que la question de la guerre hybride reste à l'ordre du jour de nos débats, non seulement en dépit mais aussi en raison de nos divergences de vues manifestes.

Monsieur le Président,

Le Canada regrette profondément que la Fédération de Russie ait décidé de se retirer de notre dialogue aujourd'hui.

L'évolution rapide des technologies a rendu les armes modernes bien plus meurtrières et a réduit le temps dont on dispose pour prendre des décisions en matière de défense. Parallèlement, nous avons également constaté une augmentation de l'utilisation de cyberoutils dans la guerre moderne et des effets qu'ils pourraient avoir sur tous les aspects de la population civile, allant de la sécurité des infrastructures à l'accès à l'information. Ces outils de guerre modernes, associés à l'utilisation d'une force asymétrique et à une approche globale de la planification des campagnes, ont donné naissance à la notion de guerre hybride ou « totale », avec des répercussions négatives sur la perception de la menace.

Nous regrettons que les États et les acteurs non étatiques se montrent malheureusement de plus en plus enclins à mener des opérations dans la « zone grise » des conflits armés pour défendre, entre autres, leurs intérêts nationaux stratégiques.

Le Canada comprend parfaitement qu'à mesure que la guerre moderne évolue, les instruments que nous utilisons pour gérer la menace qu'elle représente doivent également évoluer. Nous accueillons favorablement les propositions visant à renforcer le rôle essentiel

que joue le Forum pour accroître la transparence et réduire les risques dans l'espace de l'OSCE. Nous encourageons le dialogue sur l'évolution de la doctrine militaire due à l'évolution rapide des technologies et sommes prêts à prendre une part active et concrète à des manifestations telles que les dialogues de l'OSCE sur la doctrine militaire tout au long de l'année à venir.

Monsieur le Président,

Face à cet environnement politico-militaire en pleine évolution, dans lequel les activités hybrides ont considérablement renforcé les perceptions de la menace au Canada et ailleurs, il est d'autant plus important de moderniser et d'appliquer pleinement, tant dans la lettre que dans l'esprit, les instruments dont nous disposons actuellement à l'OSCE pour réduire les tensions et accroître la transparence. Le Canada continue de croire que le Document de Vienne et d'autres instruments de l'OSCE peuvent et doivent être modernisés en vue d'améliorer la transparence et la prévisibilité.

Le recours croissant aux activités hybrides ne fait que renforcer notre conviction qu'il est important de faire avancer la proposition constructive qui a maintenant l'appui d'une majorité d'États participants. Nous pensons que cette proposition traite de nombreux comportements « à risque » existants et que, si elle est adoptée et mise en œuvre, elle permettrait d'éviter dans une grande mesure que des incidents ne dégénèrent en conflits.

Monsieur le Président,

En élaborant sa politique de défense, le Canada a dû tenir compte de l'évolution de l'environnement mondial de la sécurité, qui se définit par une complexité et une imprévisibilité jamais vues auparavant, qui transcendent les frontières nationales. La nature interdépendante des défis de sécurité mondiale exige une connaissance et une compréhension approfondies. Ces connaissances sont nécessaires pour développer une conscience sophistiquée de la dimension humaine des conflits, ainsi que de l'information et de l'environnement opérationnel dans lequel nous évoluons. Nous devons utiliser un large éventail d'outils analytiques pour mieux prévoir les crises et y faire face. C'est pourquoi, dans le cadre de sa politique de défense, le Canada continue de mettre l'accent sur une armée polyvalente, bien entraînée, souple, diversifiée et prête au combat, capable de mener un large éventail d'opérations tant dans le pays qu'à l'étranger. Pour suivre le rythme, le Canada continuera de renforcer ses capacités spatiales et cybernétiques sophistiquées et d'accroître ses investissements (un montant de 0,5 milliard de dollars canadiens ont été alloués à cette fin), en vue de soutenir la recherche et le développement de pointe nécessaires à la protection et à la défense de notre population et de notre société.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, en examinant les défis associés à la guerre moderne, nous étudions ce que l'Organisation pourrait faire, face à ces nouvelles menaces, pour assurer la paix et la sécurité dans l'espace de l'OSCE. Cependant, nous devons clairement souligner que cette tâche est d'autant plus difficile qu'un État participant n'est pas disposé à respecter ses engagements et ses obligations, y compris les principes fondamentaux de l'OSCE.

Plus précisément, un climat de méfiance règne car la Russie est déterminée à employer des méthodes hybrides, notamment l'utilisation des technologies informatiques et cybernétiques à des fins malveillantes et le recours à des troupes asymétriques, parfois sans uniforme, dans le cadre de ses actions et politiques déstabilisatrices liées à l'occupation illégale persistante de la Crimée, la violation par la force de frontières souveraines internationalement reconnues, la déstabilisation délibérée de l'Ukraine orientale et des activités militaires provocatrices à proximité des frontières, notamment l'agression dans la région de la mer Noire, le tout associé à une rhétorique de plus en plus agressive.

Monsieur le Président,

L'utilisation de méthodes hybrides et la menace qu'elles représentent contribuent directement à exacerber les tensions au sein de l'OSCE. En conséquence, nous devons poursuivre le dialogue non seulement sur les actions individuelles qui pourraient être qualifiées d'hybrides, mais aussi sur le contexte dans lequel ces tactiques et méthodes sont employées, en vue d'atteindre des objectifs stratégiques plus larges qui vont souvent à l'encontre des principes, des engagements et des valeurs de l'OSCE.

Cela n'a jamais été aussi évident qu'en cette période de crise mondiale du Covid-19.

La pandémie mondiale a donné aux nations une occasion unique d'œuvrer ensemble en vue d'atteindre un objectif commun. Cependant, comme toutes les crises, elle fournit également pour d'autres une occasion cynique d'utiliser la crise du Covid-19 pour mener ou dissimuler des activités de guerre hybride telles que la désinformation malveillante et les campagnes de cyberattaque.

Depuis le début de la crise du Covid-19, les troupes canadiennes en poste en Lettonie, dans le cadre de l'opération « Reassurance », se sont vues soumises à des campagnes de désinformation malveillantes et ciblées, qui laissent entendre que les soldats canadiens ont connu un nombre élevé de cas de Covid-19. Cet acte flagrant de guerre hybride, qui visait clairement à réduire la confiance du public dans la présence du groupement tactique dirigé par le Canada, était absolument et incontestablement faux.

Une campagne de communication rapide et intense menée par les commandants canadiens et leurs hôtes lettons a permis de réfuter cette tentative délibérée et de faire en sorte que la population locale ne soit pas trompée par ces efforts. Cependant, il devrait être très clair que profiter de la crise du Covid-19 pour mener des activités malveillantes est un affront pour nous tous et est totalement inacceptable.

Monsieur le Président,

En conclusion, nous souhaitons rappeler que les principes, les instruments et les outils que nous avons mis au point, modernisés ou non et à l'égard desquels nous nous sommes engagés au nom de notre sécurité commune, ne peuvent pas atteindre leur objectif si les États en font abstraction ou les affaiblissent. Si nous voulons instaurer la confiance et réduire les risques face aux défis que pose la guerre moderne, cette volonté doit se traduire par une action constante, conformément à tous les principes de notre ordre international fondé sur des règles. Nous restons attachés à un dialogue constructif et informé sur la question des menaces hybrides et de leurs répercussions négatives évidentes sur l'environnement général de la

sécurité européenne. Il convient d'examiner les objectifs stratégiques généraux que poursuivent les acteurs hybrides, car ils sont à l'origine des défis auxquels nous sommes confrontés.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité
Conseil permanent

FSC-PC.JOUR/65
15 July 2020
Annex 4

FRENCH
Original: ENGLISH

78^e séance commune du FCS et du CP
Journal n° 65 du FCS et du CP, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je tiens à remercier les Présidences albanaise et ukrainienne d'avoir consacré le Dialogue de sécurité de la séance commune du Forum pour la coopération en matière de sécurité et du Conseil permanent d'aujourd'hui au thème de la guerre hybride et moderne. Je voudrais également exprimer ma sincère gratitude aux éminents orateurs pour les idées et le temps précieux qu'ils ont dédiés à cette réunion. Le Royaume-Uni soutient la déclaration de l'Union européenne et souhaiterait formuler quelques observations supplémentaires.

Comme indiqué lors du Dialogue structuré tenu le mois dernier, le Royaume-Uni estime qu'il est important de s'employer à atténuer les menaces hybrides, un domaine d'intérêt commun pour les États participants, où les forums de l'OSCE, tels que le Dialogue de sécurité d'aujourd'hui, devraient servir à faciliter la concertation en vue d'instaurer la confiance, de dissuader et de décourager les acteurs hybrides potentiels et de renforcer les normes internationales.

Monsieur le Président,

L'OSCE fournit une plateforme essentielle pour faciliter le dialogue entre les États participants dans les domaines de désaccord. La possibilité qui nous est donnée de tenir ce dialogue est au cœur des travaux que nous menons ici à Vienne. Le fait que la Russie ait cherché à ne pas participer à un dialogue constructif est, en soi, éloquent.

Nous avons vu que les menaces hybrides pouvaient couvrir un large éventail d'activités malveillantes. À plusieurs reprises, le Royaume-Uni a joué un rôle, souvent de concert avec des partenaires partageant les mêmes idées, pour détecter, combattre et dénoncer publiquement de telles activités. À mesure que les menaces évoluent, notre capacité à maintenir cette posture doit également évoluer. Nous savons que les techniques hybrides peuvent affecter les sphères militaires et civiles, au moyen de toute une série de procédés subtils ou contestables qui nuisent à nos intérêts et affaiblissent notre cohésion.

Dans l'espace de l'OSCE, il est clair que la Fédération de Russie est responsable d'un large éventail d'actions illégales et déstabilisatrices. La Russie a annexé de force un territoire d'une autre nation souveraine d'Europe, provoqué un conflit dans le Donbass ukrainien, violé

l'espace aérien national de plusieurs pays européens, perturbé des élections, piraté des ministères européens et mené une campagne soutenue de cyberespionnage et de déstabilisation.

Nous nous attaquons à la cybermenace russe de manière plus large et avons ouvert un nouveau Centre national de cybersécurité qui œuvre activement avec des partenaires internationaux, l'industrie et la société civile afin de lutter contre cette menace. Nous dénonçons le comportement malveillant de la Russie dans le cyberspace, en imputant à l'armée russe des cyberattaques telles que « NotPetya », qui visait principalement l'Ukraine mais a eu un impact beaucoup plus large, et les cyberattaques scandaleuses menées contre la Géorgie l'année dernière. Ces attaques contre des nations souveraines et indépendantes sont totalement inacceptables.

Sur la question précise des activités malveillantes menées au cours de l'actuelle pandémie de Covid-19, nous devons être clairs sur le fait que les attaques commises par des acteurs étatiques et non étatiques qui cherchent à affaiblir l'action menée au niveau mondial pour faire face à cette crise sanitaire planétaire sans précédent mettent des vies en danger. Le droit international et les normes relatives au comportement responsable des États doivent être respectés et tous les États ont un rôle important à jouer pour combattre les activités irresponsables menées par des groupes criminels dans leur pays.

La démarche adoptée par le Royaume-Uni pour combattre les menaces hybrides, du Conseil national de sécurité jusqu'à la base, est fondée sur un effort coordonné et intergouvernemental. Maintenant que l'examen des capacités de sécurité nationale et le programme de modernisation de la défense sont achevés, nous veillons à ce que nos capacités de défense et de sécurité soient optimisées pour faire face aux menaces auxquelles nous sommes confrontés. En outre, nous travaillons en étroite collaboration avec les partenaires concernés, dont beaucoup d'entre vous, afin de renforcer mutuellement la résilience et, plus largement, de combattre les menaces hybrides dans toute l'Europe.

Le Royaume-Uni continue de jouer un rôle actif dans cet espace. Nous œuvrons avec nos partenaires ukrainiens et géorgiens en vue de renforcer la résilience aux menaces hybrides, notamment les cyberattaques, la désinformation et d'autres vecteurs, mais aussi pour soutenir les réformes et renforcer les institutions, entre autres. Nous apportons notre soutien aux États participants de l'OSCE en dénonçant les responsables d'attaques hybrides, et nous continuerons à le faire.

Notre approche est guidée par trois éléments fondamentaux. Premièrement, comprendre : établir une vision plus claire des menaces et des vulnérabilités. Deuxièmement, protéger : renforcer la résilience et protéger les informations, les personnes, les institutions et les infrastructures contre les menaces hybrides et les activités des États hostiles. Et troisièmement, combattre : mettre au point et déployer les moyens de prévenir, de gérer et de réduire la menace que représentent les activités hybrides et hostiles des États.

L'OSCE fournit une plateforme essentielle pour faciliter le dialogue entre les États participants sur les points de désaccord concernant les questions hybrides, notamment dans le cadre de nos forums en vue d'instaurer la confiance et d'apaiser les conflits et, si nécessaire, de désamorcer les tensions. Il nous incombe de dissuader et, le cas échéant, de dénoncer les

acteurs qui pourraient se montrer hostiles, et d'encourager l'élaboration de normes internationales.

Plutôt que de risquer de nous laisser enfermer dans des définitions trop strictes, nous devrions tirer pleinement parti des trois dimensions de l'OSCE. Le Royaume-Uni a toujours estimé que les menaces hybrides pouvaient transcender ces domaines et que la réflexion commune visant à faire face aux menaces et à limiter les vulnérabilités devait reposer sur une démarche transversale afin de parvenir ensemble à relever ces défis.

Merci. Ceci conclut notre déclaration que je vous demande de bien vouloir joindre au journal du jour.